



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

FÉDÉRATION SUD ÉDUCATION

WWW.SUDEDUCATION.ORG
FEDE@SUDEDUCATION.ORG



Paris, le 8 novembre 2024

BUDGET 2025 : DE NOUVELLES ATTAQUES CONTRE LES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE? POUR SUD ÉDUCATION, C'EST NON !

Le projet de budget 2025 présenté par le Premier ministre est particulièrement inquiétant puisqu'il prévoit la suppression de 4000 postes dans l'Éducation nationale. Cette austérité budgétaire imposée emportera des conséquences particulièrement néfastes pour un service public d'éducation déjà à bout de souffle : pas d'évolution pour les AESH et les AED qui revendiquent toujours la reconnaissance de leur métier avec un vrai statut et des augmentations de salaire, pas de revalorisations salariales, pas de mesures d'égalité professionnelle, pas de baisse du nombre d'élèves par classe...

De même, le service public d'éducation pâtit particulièrement de la cure d'austérité imposée aux collectivités territoriales : déjà à la rentrée 2024 on a observé des baisses de dotation en particulier dans les collèges où certains départements ne financent plus le matériel pédagogique ou ne subventionnent plus les sorties scolaires. Enfin le fonds vert, destiné à financer la transition

écologique dans les collectivités territoriales, voit son budget largement amputé puisqu'il passe de 2,5 milliards d'euros à 1 milliard, alors que le rapport Demarcq de mars 2020 sur la rénovation énergétique des bâtiments scolaires estimait nécessaire un budget de 40 milliards d'euros pour atteindre en 10 ans l'objectif de réduction de 40%.

Dans l'Enseignement supérieur et la Recherche, c'est un budget d'austérité qui s'annonce : avec 550M€ de moins sur l'ensemble de la mission ESR par rapport au PLF 2024, c'est la plus faible part de l'ESR dans le budget de l'Etat depuis 20 ans ! Un budget qui ne permettra pas de répondre à la crise de l'ESR public. Le taux d'encadrement s'est effondré depuis 10 ans et ce sont des milliers de postes d'enseignant·es et de personnels qu'il faudrait pour retrouver la situation de 2010. Pour cela, c'est d'un budget qui atteint réellement les 3% du PIB dont les personnels et les étudiant·es ont besoin. Concernant le budget "recherche" la trajectoire de la LPR déjà insuffisante ne sera pas tenue. Et pendant ce temps-là, l'argent public coule à flot pour les niches fiscales et en premier lieu pour le CIR et ses 7,8Md€. Pour SUD éducation ces milliards d'argent public et de cadeaux fiscaux doivent être récupérés et réinjectés dans l'ESR public.

Mais les attaques ne s'arrêtent pas là puisque le ministre de la fonction publique Kasbarian a annoncé que le Gouvernement amenderait le projet de loi de finances afin de porter de un à trois le nombre de jours de carence en cas d'arrêt-maladie des agents publics et d'amputer la rémunération des fonctionnaires de 10% durant les trois mois de congé maladie ordinaire.

C'est une nouvelle attaque contre tou·tes les agents qui font vivre au quotidien le service public.

Le ministre Kasbarian accuse les personnels d' "absentéisme" laissant entendre que les personnels de la Fonction publique seraient sans cesse absents or ceux-ci sont moins absents que les salarié·es du privé (10,2 jours contre 11,6 jours dans le privé). Perdre 10% de son salaire lorsque l'on est malade et que l'on suit les prescriptions médicales d'arrêt de travail est intolérable ! En 2022, les enseignant·es ont été absent·es pour raison de santé autant que les salarié·es du privé, alors que leurs conditions de travail se sont largement dégradées. SUD éducation s'oppose à ces mesures injustifiables et alerte sur les conséquences de ces mesures sur les personnels faisant face à des conditions de travail plus difficiles, en éducation prioritaire par exemple, mais aussi sur les personnels en situation de handicap dont les conditions de travail ne sont que trop rarement adaptées, sur les femmes dont la prise en charge des douleurs menstruelles et de l'endométriose reste indigente. Cette mesure est encore plus abusive lorsqu'on constate l'absence de médecine du travail dans l'Éducation nationale.

Pour SUD éducation, ces nouvelles attaques sont inacceptables : seule une mobilisation massive et unitaire des personnels sera en mesure d'empêcher ces nouvelles dégradations de nos salaires et de nos conditions de travail et de gagner des avancées pour améliorer la vie de tou·tes.

SUD éducation appelle les personnels à se réunir en réunion syndicale et en assemblée générale afin de s'informer et de commencer dès aujourd'hui à construire la riposte.